

parti progressiste conservateur vont laisser savoir à leur gouvernement que ce genre de nomination ne devrait plus se pratiquer!

Le président suppléant (M. Charest): Débat. L'honorable député de Vancouver—Kingsway (M. Waddell).

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, je suis content que le député de Champlain (M. Champagne) me permette de parler ici maintenant. Je suis content de cela.

Comme la députée libérale a parlé des femmes et des positions pour les femmes, moi j'attends qu'une femme devienne la première ministre du Canada un jour. J'attends Mila. J'attends Mila peut-être!

[Traduction]

Je le répète, je voudrais remercier le député de Champlain (M. Champagne) de m'avoir permis de formuler quelques observations sur ce projet de loi. À l'instar du député de Calgary je dois siéger ce soir au comité.

Je voudrais formuler quelques brèves observations, car ce projet de loi touche énormément ma province natale de Colombie-Britannique et ce, au pire moment possible. On me dit que les gouvernements provinciaux du pays recevront 5.6 milliards de dollars de moins au cours des cinq prochaines années. La Colombie-Britannique perdra, à elle seule, 650 millions de dollars au cours de cette période. Or, la province souffre déjà beaucoup des compressions imposées par le gouvernement créditiste de M. Bennett. Le gouvernement provincial a déjà beaucoup sabré dans le domaine de l'enseignement et il y aura donc d'autres coupes sombres. Il faut se rappeler que tout cela se passe à une époque où la province éprouve bien des difficultés, à l'instar d'autres provinces de l'ouest du pays, à cause des disparités régionales en matière de croissance économique et de certains facteurs extérieurs indépendants de notre volonté.

● (1930)

La plupart des instituts économiques prédisent une croissance remarquable dans le centre du pays au cours des prochaines années. Informetrica et divers autres instituts économiques prédisent un mouvement de population et de capitaux vers le centre du pays, vers l'Ontario et le Québec. Je leur envie vraiment beaucoup cette croissance, surtout lorsqu'elle ne se fait pas sentir dans l'ouest du pays et dans les provinces de l'Atlantique. Nous, de l'Ouest, sommes, à l'heure actuelle, frappés sur trois fronts.

En Saskatchewan, le prix du blé n'a jamais été aussi bas. C'est l'impasse pour les agriculteurs. Le député de Regina-Ouest (M. Benjamin) et celui de Yorkton—Melville (M. Nystrom) ont maintes fois signalé les problèmes de cette province. Quant à l'Alberta, Votre Honneur sait, que le prix du pétrole a défoncé le plancher. Il a dégringolé d'environ \$28 américains le baril il y a trois ou quatre mois pour atteindre \$12 américains. La chute est dramatique. Les députés albertains qui sont à la Chambre ce soir pourraient vous dire, comme ils l'ont déjà fait, que l'économie de leur province est dans le marasme.

Je reviens maintenant au sort de ma province, la Colombie-Britannique. Ceux qui étaient à l'écoute à la période des questions savent que les Américains ont imposé des droits de 35 p.

Accords fiscaux—Loi

100 sur les bardeaux de cèdre. Cette mesure a fait fermer presque toutes les entreprises de ce secteur. Quelque 4,000 travailleurs dont certains de mes électeurs ont maintenant perdu leur emploi. L'avenir s'annonce encore plus sombre, car le gouvernement va diminuer de 650 millions de dollars ses paiements de transfert à la Colombie-Britannique.

Pourquoi le gouvernement agit-il ainsi? Sans doute pour épargner en vue de réduire son déficit. Ce déficit est bien réel, en effet, mais je me demande s'il n'y aurait pas d'autres moyens de le réduire. On pourrait notamment hausser les impôts et être moins généreux avec les créances fiscales. J'ai vu dans le journal d'aujourd'hui un article sur *Dome Petroleum*, grosse société pétrolière qui éprouve des difficultés financières. Il est question de la vendre. Outre ses usines d'exploitations, toutes fortement grevées d'hypothèques bancaires, Dome bénéficie de crédits d'impôt de 2.3 milliards de dollars. Or, pour en profiter, il faudrait que l'entreprise déclare un revenu qu'elle n'a pas. A quoi servira donc cet avantage? La société à qui Dome sera vendue s'en portera sans doute en même temps acquéreur, et obtiendra une exemption de 2.3 milliards de dollars au titre de l'impôt fédéral.

Le député de Kamloops—Shuswap (M. Riis) a dirigé une commission d'enquête néo-démocrate sur la fiscalité. Ses membres ont parcouru le Canada afin de consulter les Canadiens ordinaires. Je voudrais faire état des revendications entendues, car j'ai moi-même assisté à quelques séances de la commission. Mon collègue en a déjà parlé à la Chambre et compte y revenir en détail sous peu. Je dirai cependant que, pour les Canadiens, notre régime fiscal est injuste. Dans la plupart des cas, l'impôt est retenu à la source. D'autres Canadiens, et surtout certaines sociétés, ne paient aucun impôt. Certains riches, qui gagnent des fortunes, ne paient pas autant d'impôts que le Canadien moyen.

M. Riis: Ou ils n'en paient pas du tout.

M. Waddell: Ou pas du tout. Le gouvernement fédéral pourrait chercher de l'argent de ce côté-là au lieu de réduire les fonds versés aux provinces, ce qui se traduira par des coupes dans les services d'éducation.

J'ai entendu de nombreux libéraux citer le juge en chef du Canada. J'hésite à en faire autant parce que je pense pas qu'il faudrait le mêler à la politique. Il a néanmoins fait un discours extraordinaire. Comme pratiquement tous les Canadiens qui se sont donnés la peine de réfléchir à la question, il estime que l'éducation est bien le dernier secteur dans lequel nous devons faire des coupes. Nous ne voulons pas nous attaquer à l'éducation, car s'il est une chose qui saute aux yeux dans le monde d'aujourd'hui, c'est que l'éducation est la clé de notre avenir économique et que, grâce à elle les Canadiens cesseront d'être des coupeurs de bois et des porteurs d'eau. Nous avons l'une des populations les plus instruites au monde et nous ne voulons pas faire machine arrière.

Le gouvernement pourrait également chercher de l'argent du côté des sociétés pétrolières. J'ai fait partie pendant plusieurs années du comité permanent de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Depuis 1980, le gouvernement a accordé aux sociétés pétrolières 7.3 milliards de dollars dans le cadre du Programme d'encouragements pétroliers qui sera aboli à la fin de l'année prochaine. Je sais que le gouvernement conservateur a mis un terme à ces subventions, mais les sociétés pétrolières